



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Déclaration préliminaire de Tiff Macklem
Gouverneur de la Banque du Canada
Comité sénatorial permanent des banques, du
commerce et de l'économie
1^{er} mai 2024
Ottawa**

Bonjour. Je suis ravi d'être ici en compagnie de la première sous-gouverneure Carolyn Rogers pour parler de notre récente annonce concernant la politique monétaire, ainsi que du *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada.

En avril, nous avons maintenu le taux directeur à 5 % et publié des perspectives révisées pour l'économie canadienne.

Nous avons livré trois grands messages.

Premièrement, la politique monétaire fonctionne. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) global et l'inflation fondamentale ont encore diminué ces derniers mois, et l'inflation devrait continuer à se rapprocher de la cible de 2 % cette année.

Deuxièmement, la croissance de l'économie semble être en train de se redresser. Nous prévoyons une croissance solide du produit intérieur brut (PIB) cette année, et nous pensons qu'elle continuera à se renforcer en 2025.

Troisièmement, pour déterminer pendant combien de temps encore il faudra laisser le taux directeur au niveau actuel, nous cherchons des signes que la récente diminution de l'inflation sous-jacente sera durable.

Avant de répondre à vos questions, je vais parler un peu des nouvelles données économiques et des perspectives de croissance et d'inflation.

Au Canada, la croissance a stagné durant la deuxième moitié de 2023 et l'offre est devenue excédentaire dans l'économie. De plus, le marché du travail s'est modéré après une période de grande surchauffe. La progression de l'emploi ayant été plus lente que celle de la population en âge de travailler, le taux de chômage a augmenté graduellement au cours de la dernière année pour atteindre 6,1 % en mars. Il y a également certains signes que les pressions sur les salaires commencent à s'atténuer.

Nous prévoyons un raffermissement de la croissance économique en 2024. La forte progression de la population fait augmenter la demande des consommateurs et l'offre de main-d'œuvre, et les dépenses des ménages devraient se redresser durant l'année. Les dépenses publiques contribuent aussi à l'expansion, et la vigueur de l'économie américaine soutient les exportations canadiennes.

Dans l'ensemble, nous prévoyons une croissance du PIB au Canada de 1,5 % cette année, et d'environ 2 % en 2025 et 2026. Ce renforcement de l'économie permettra à l'offre excédentaire de se résorber peu à peu tout au long de 2025 et au début de 2026.

L'inflation mesurée par l'IPC s'établissait à 2,9 % en mars, et les hausses de prix sont maintenant en train de décélérer pour la plupart des grandes catégories de biens et de services. Toutefois, l'augmentation des frais de logement est encore très élevée et reste le facteur qui contribue le plus à l'inflation globale.

Nous nous attendons à ce que l'inflation fondamentale continue de diminuer graduellement. Les taux d'inflation fondamentale sur trois mois, qui brossent un portrait plus actuel, sont bien en dessous de ceux sur douze mois, ce qui laisse entrevoir un certain mouvement à la baisse. Puisque les prix de l'essence sont en hausse, l'inflation mesurée par l'IPC demeurera probablement autour de 3 % au cours des prochains mois. Elle devrait ensuite passer sous la barre des 2½ % durant la deuxième moitié de 2024 et atteindre la cible de 2 % en 2025.

Comme toujours, des risques entourent nos prévisions. L'inflation pourrait être plus élevée si les tensions mondiales devaient s'accroître et ainsi stimuler les prix de l'énergie et perturber encore plus les expéditions à l'échelle internationale. Au Canada, les prix des logements pourraient augmenter plus vite qu'escompté, et la croissance des salaires rester élevée par rapport à la productivité. Pour ce qui est des risques à la baisse, l'activité économique dans le monde et au Canada pourrait être plus faible que prévu, ce qui ralentirait trop la demande et l'inflation.

Nous ne voulons pas que la politique monétaire reste aussi restrictive plus longtemps que nécessaire. Cependant, si nous baissions le taux directeur trop tôt ou trop rapidement, nous pourrions compromettre les progrès que nous avons réalisés pour freiner l'inflation.

Globalement, les données depuis janvier ont renforcé notre conviction que l'inflation continuera de baisser graduellement même si la croissance économique se raffermi. Nos principaux indicateurs de l'inflation pointent maintenant tous dans la bonne direction et les données récentes signalent un redressement de la croissance.

Je sais que la plupart des gens veulent surtout savoir quand nous diminuerons le taux directeur. Que faudra-t-il pour nous convaincre qu'il est temps de réduire le taux? Pour résumer, ce moment approche. Les données correspondent à ce que nous voulons voir, mais nous voulons voir le mouvement se poursuivre pour être certains que les progrès vers la stabilité des prix vont durer.

Au cours des mois à venir, nous surveillerons de près l'évolution de l'inflation fondamentale. Nous continuons de suivre des indicateurs de la trajectoire de l'inflation, soit l'équilibre entre l'offre et la demande, les attentes d'inflation, la croissance des salaires et les pratiques d'établissement des prix des entreprises.

Pour conclure, nous avons fait beaucoup de progrès dans notre lutte contre l'inflation, et les améliorations récentes sont encourageantes. Nous voulons voir ces progrès se maintenir.

Sur ce, la première sous-gouverneure et moi serons heureux de répondre à vos questions.